



La «Valls» en noire

Par Stéphane Renaud, Secrétaire Général

Ils oseront tout. Sans complexe, honte ou regret, le gouvernement poursuit et amplifie une politique d'austérité dont les derniers soubresauts politiques ne font que confirmer notre analyse.

Après les dégelées annoncées, promises et reçues lors des dernières élections, tant municipales qu'européennes, le nouveau gouvernement avec Valls en tête du corbillard poursuit en pire la politique de son prédécesseur. Austérité à tous les étages ! Et mensonges et fumigènes médiatiques pour amuser une galerie qui finira un jour par s'écrouler.

EFFETS D'ANNONCE ET RENIEMENTS

Et ce n'est pas le très volontaire, en apparence, Ministre du Redressement Productif qui va inverser le cours de cette longue et funeste descente aux enfers. Arnaud Montebourg donne du menton et de la voix pour défendre son soi-disant décret patriotique mais s'empresse aussitôt d'expliquer aux médias que cela aidera avant tout l'Etat à mieux négocier la vente d'**Alstom** ! Encore une fois une annonce spectaculaire et un reniement en

rase campagne au premier coup de vent venu. Rappelons-nous le dossier **Arcelor Mittal**...

Le processus est le même avec les mensonges éhontés diffusés au sujet de la **SNCM*** qui, plombée par le remboursement de 440 millions d'euros d'aides publiques exigé par la Commission européenne doit assumer une délégation de service publique tout en étant en concurrence avec une entreprise privée socialement low cost ; elle-même subventionnée par l'Assemblée de Corse pour desservir les trajets les plus rentables ! Arnaud, où es-tu ?

Probablement pas très loin de son ami et Ministre du Travail François Rebsamen qui, à peine arrivé et à peine douché par l'annonce des 15 000 chômeurs catégorie A de plus en avril, vient nous expliquer qu'il faudrait suspendre pour trois ans le passage des fameux seuils sociaux. Ces seuils qui obligent les entreprises qui passent à plus de 10 salariés à organiser des élections de Délégués du Personnel (sans obligation de résultat) ou pour celles qui franchissent le pallier des 50 salariés à mettre en place un CE et un CHSCT. Rien que ça ! Alors qu'il est extrêmement

difficile de s'implanter dans les plus de 10 et qu'il n'est jamais simple de structurer de nouvelles Instances dans les plus de 50, le nouveau Ministre du Travail claironne qu'il faut à nouveau réformer, simplifier, expérimenter avec tout ce que cela comporte de **régression** en terme de droits.

UNE SEULE VOIE : LE REFUS DE L'AUSTERITE

Pour FO en général et à l'**UD de Haute-Savoie** en particulier, nous balayons tout cela d'un revers de chasuble. Pas question d'accompagner ces contremesures, pas question de cautionner un tel discours. Nous poursuivons et poursuivrons notre travail militant de développement, de formation, de soutien et d'accompagnement de nos syndicats. Il suffit de constater le résultat sur le Genevois : des syndicats se créent, des jeunes nous rejoignent et des grèves spectaculaires se déclenchent là où on ne les attend pas. **Vitam, Buffalo Grill, Siegwerk** mais aussi les **Douanes** ou les **Territoriaux**, autant de camarades en lutte qui, avec détermination et fierté, assument et affichent leurs revendications.

C'est la seule voie possible. Celle de s'engager et de s'organiser au sein d'une organisation libre et indépendante et de garder le cap en terme de positionnement. Et il existe un slogan simple pour cela : Non à l'austérité, qu'elle soit de droite, de gauche ou syndicale ! Après les journées d'action et de grève du 18 mars et du 15 mai, maintenons la pression et restons disponibles pour travailler dans l'unité avec les organisations syndicales qui partagent nos revendications. C'est la seule voie possible, c'est la seule voix qui doit se faire entendre.



Ci-dessus : les camarades du CHRA lors de la manifestation du 15 mai

DEFENSE DES RETRAITÉS !

Par Alain Collard, secrétaire de l'UDR

Dans le cadre de la journée de mobilisation du 3 juin 2014, des retraités appelée par FO et d'autres organisations syndicales (à l'exception de la CFDT), l'Union Départementale des Retraités FO de Haute-Savoie a fait le point de la situation des retraités du département et a organisé une délégation à la Préfecture. La délégation composée de Michèle BRAVE, Alain COLLARD, Evelyne COUTTET-VILGER, Alain COUTTET et Evelyne MOISY a été reçue par Madame Anne COSTE de CHAMPERON, Directrice de Cabinet.

La délégation a indiqué que les retraités, attaqués depuis des années dans leur pouvoir d'achat, sont encore les cibles de cette politique d'austérité qui touche toute l'Europe et bien évidemment la France.

Le Traité Européen et ses effets désastreux sont encore aggravés par la mise en œuvre par le gouvernement du « pacte de responsabilité » et les 50 milliards d'économie de gestion.

La délégation a rappelé que les retraités ont déjà très largement payé leur tribut : passage de 10 à 25 ans pour les salariés du privé, indexation des retraites sur les prix et non sur les salaires, décote, allongement des durées de cotisation, suppression de la demi-part supplémentaire aux veufs et veuves, fiscalisation brutale du supplément de 10% pour les retraités ayant eu 3 enfants et plus. Auxquels on ajoute depuis le 1er avril 2013 l'instauration d'une taxe de 0,3 % pour les retraités imposables, et maintenant la contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie (CASA).

Il est clair que les 50 milliards d'économie décidés par le gouvernement en application des plans du FMI, de la Banque Centrale Européenne et de l'Union Européenne vont encore créer davantage d'austérité pour tous les travailleurs, dont les retraités : 10 milliards « d'économie » pris sur l'assurance maladie, c'est moins de possibilités pour accéder aux

soins ; 18 milliards sur le fonctionnement de l'État et 11 milliards pris sur les collectivités locales.

Cela signifie moins de services publics – la fin de l'égalité de traitement – et moins de proximité.

Tous ces éléments constituent une attaque en règle contre les travailleurs et particulièrement contre 20 millions de retraités, ce que nous n'acceptons pas.

La délégation a rappelé à la représentante du Préfet que ces mesures venaient encore amplifier les difficultés des retraités du département, déjà pénalisés par le coût de la vie très élevé, en particulier le logement et les prix des matières de première nécessité.

La délégation a aussi alerté sur les problèmes de prises en charge des personnes âgées dans les établissements du département, et indiqué que notre organisation syndicale allait organiser avant la fin juin une journée spéciale pour faire l'état des lieux et se tourner vers les pouvoirs publics pour que des mesures précises soient prises pour une prise en charge conséquente et digne pour les personnes qui ont travaillé toute leur vie.

Pour les camarades de l'Union Départementale des Retraités FO de Haute-Savoie, c'est clairement : **NON** au pacte de responsabilité, **NON** au gel des pensions, **NON** à la régression sociale !



Grève massive chez Buffalo Grill

C'est un mouvement d'ampleur national qui secoue en ce moment même la chaîne de restauration, provoquant la fermeture d'une soixantaine de magasins lors du dernier week-end de mai. La Direction, qui souhaitait se tailler un steak sur les heures supplémentaires, doit maintenant affronter la colère de camarades affamés et déterminés. Pour FO, pas question de se mettre au régime salarial !

<http://www.fobuffalogrill.com/>



Résultats d'élection : FO progresse encore !

Au Carrefour de Margencel tout d'abord, ou le syndicat franchit la barre des 30 % et renforce sa présence au CE. Scrutin de première importance également à la SIBRA (transports urbains de l'agglomération annécienne) où le syndicat FO réalise une grosse performance CE/DP avec 4 élus supplémentaires. L'action sociale n'est pas en reste avec l'élection de 3 DP sur 4 possible à l'ITEP Beaulieu d'Annecy-le-Vieux. Bravo à tous !

Nos Syndicats

GROSSE COLERE CHEZ VITAM-MIGROS

FO mène la fronde



Ce jeudi 29 mai, les salariés du centre de loisir Vitam-Migros étaient en grève pour dénoncer leurs conditions de travail et de rémunération, parmi les plus faibles des entreprises du groupe. En réponse au mépris de la direction, les camarades FO ont affiché une belle solidarité et entraîné notamment la fermeture du parc aquatique. Un mouvement bien accueilli par la clientèle et largement relayé dans la presse locale, et qui n'est pas resté sans effet...

Conséquence immédiate : changement de ton du côté de la direction, qui a notamment présenté ses excuses par l'intermédiaire de son PDG, et accepté de négocier la mise en place d'un 13ème mois. Pour les camarades, c'est une première victoire et le début d'une longue aventure syndicale, même si les promesses et les belles paroles sont accueillies avec prudence : seuls les actes détermineront la suite des événements.

Quoiqu'il en soit, les camarades peuvent d'ores et déjà se réjouir d'une première mobilisation réussie. "Nous sommes fiers de notre action, explique Pascal Farina, secrétaire adjoint du syndicat et DUP Migros-loisir. Et heureux de pouvoir remettre le syndicalisme à l'ordre du jour pour les nouvelles générations, c'est une belle publicité et nous comptons capitaliser là-dessus ! Notre loyauté envers les salariés a été plus qu'appréciée, et nous avons fait honneur à notre slogan. FO, un syndicat libre et indépendant ! Et en cette période compliquée, notre ligne de conduite a été la plus belle des vitrines pour notre syndicat." Bravo, et merci à toute l'équipe pour ce bel élan de solidarité !



Vie de l'UD

15 mai 2014 : manifestation d'ampleur à Annecy !

Le jeudi 15 mai 2014, les trois versants de la Fonction Publique, d'Etat, Territoriale et Hospitalière, étaient réunis sous la bannière FO pour défendre leurs statuts, leurs emplois, et nos services publics : une mobilisation réussie et un signal fort !



Clin d'oeil à la promo de juin du stage CHSCT en photo ci-contre !

Besoin de formation pour vos élus ou pour vos adhérents ?



Consultez le programme des modules en cours ou à venir. Renseignements et inscription à l'Union départementale !

Formations :

- * le 20 juin : Base de donnée unique et impact sur le fonctionnement du CE
- * du 30 sept. au 02 octobre : Découvrir l'économie
- * du 20 au 24 octobre : Découverte FO

Modules à venir :

- * Impact de l'ANI sur la mise en place de PSE
- * Vos Droits comme assurés sociaux

Union locale d'Annecy :

12 rue de la République, 74000 Annecy
tel : 04 50 45 23 76

Union locale d'Annemasse :

7 rue du Môle 74100 Annemasse
tel : 04 50 95 67 37

Union locale de Thonon-les-Bains :

6 montée de Crête, 74200 Thonon
tel : 04 50 26 09 19

Union locale de Cluses :

7 rue Paul Verlaine, 74300 Cluses
Les 1er et 3e mercredi du mois 14h/17h
tel : 04 50 18 20 18

Union locale de Rumilly :

Maison de l'Emploi et de la Solidarité
25 rue Charles de Gaulle, 74150 Rumilly
tel : 04 50 64 82 84

Union départementale :

*UDFO74, 29 rue de la Crête,
74960 Cran-Gevrier
tel : 04 50 67 40 15
*Juridique : à l'UD sur rdv

AFOC :

A l'UD : lundi 14h/17h sur rdv
tel : 07 88 38 01 80

AFOC de Cluses :

lundi et mercredi 14h/17h,
vendredi 9h/12h

SynCea
Remettre le **social**
au cœur de l'**entreprise**

Chez SYNCEA, nous travaillons depuis vingt ans pour les élus de CE et uniquement pour eux. Notre mission commune est de veiller à ce que l'humain et le social restent au cœur de l'entreprise. Pour être toujours plus utiles au quotidien, nos experts-comptables, économistes, juristes et consultants en relations sociales mettent leurs compétences à votre service avec un objectif clair: la prise en compte de l'intérêt des salariés dans toutes les décisions concernant la marche de votre société ou de votre association.

Expertises économiques et sociales auprès des comités d'entreprise

BUREAUX DE LYON
47, rue Maurice FLANDIN
69003 LYON
Tel : 04 72 13 23 30 - Fax : 04 72 13 23 36

SIÈGE SOCIAL
Tél : 01 48 19 25 40

www.syncea.fr - info@syncea.fr

VOUS POUVEZ COMPTER AVEC NOUS !